

Brésil. Un état des lieux

cetri.be/Bresil-Un-etat-des-lieux



Jair Bolsonaro pendant une course de moto à Rio de Janeiro, 23 mai 2021.
(Photo : Alan Santos/PR, Palácio do Planalto CC <https://link.infini.fr/0LHKpB3q>)

Laurent Delcourt
7 janvier 2022



La victoire du candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro, aux élections présidentielles d'octobre 2018 a marqué un tournant majeur dans la trajectoire du plus grand pays d'Amérique latine. Trois ans après son investiture, quel bilan peut-on tirer de sa présidence ? Entretien avec Laurent Delcourt (chargé d'études au CETRI) réalisé par Global Initiativ' (UCL).

GI – Au Brésil, la barre des 600 000 décès liés au covid-19 a été franchie en octobre 2021. La gestion de la crise sanitaire par Bolsonaro a été pointée du doigt pour expliquer cette hécatombe. Son attitude face à la pandémie peut-elle aussi être interprétée comme une manœuvre stratégique pour affaiblir ses adversaires politiques ?

LD - Oui, bien entendu. On pourrait être tenté de voir dans l'attitude de déni de Bolsonaro uniquement de l'irresponsabilité ou de la négligence. C'est ce qui transparaît souvent dans la presse. Mais l'on doit aller au-delà d'une telle interprétation pour bien saisir les motivations profondes qui commandent l'action de son gouvernement. Les discours conspirationnistes du président brésilien masquent en réalité une sorte de pragmatisme froid et calculateur qui poursuit des objectifs économiques et politiques bien compris.

Il faut ici rappeler que la relance de l'économie brésilienne, en récession depuis 2013-2014, était l'une de ses principales promesses de campagne. Or, avant même que l'épidémie n'éclate, les indicateurs socio-économiques n'étaient pas bons. Ils étaient même franchement mauvais. La croissance n'avait pas décollé en dépit des réformes entreprises par le très néolibéral ministre de l'Économie de Bolsonaro, Paulo Guedes, et – conséquences de ces mêmes réformes – la pauvreté n'avait cessé d'augmenter et les inégalités de se creuser.

Dans un tel contexte, il était plus commode pour le gouvernement Bolsonaro de se poser en victime de quelque chose qu'il ne pouvait maîtriser que d'assumer pleinement l'échec de sa politique économique, qui sera mise sur le compte des mesures de restrictions mises en place par les préfets (maires) et les gouverneurs, lesquels n'ont cessé de dénoncer l'inaction du gouvernement face à la pandémie. La stratégie de Bolsonaro avait en fait deux objectifs : affaiblir ses ennemis politiques, en les accusant

de nuire, par leurs mesures sanitaires, à l'économie ; et redorer l'image du gouvernement, qui endossait dès lors le costume de principal pourfendeur des restrictions aux libertés publiques et de champion des libertés économiques.

Il vaut peut-être la peine ici de rappeler que ces mesures étaient rejetées par bonne partie de la population, dans les quartiers populaires en particulier, mais aussi dans les milieux d'affaires et au sein de catégories bien circonscrites : militaires, évangéliques, petits entrepreneurs, etc. Conscient de la très forte impopularité de ces mesures, fin mars 2020, le président d'extrême droite avait même été jusqu'à lancer une vaste campagne de propagande intitulée « O Brasil não pode parar » (Le Brésil ne peut s'arrêter (de travailler)) financée sur fonds publics. Ensuite, il s'est livré à une véritable entreprise de sabotage des restrictions mises en place par les États fédérés et les municipalités, n'hésitant pas à appeler ses partisans à descendre dans la rue pour les défier.

Ce n'est pas tout. Les preuves s'accumulent aujourd'hui qui montrent que le gouvernement a dès le départ (et discrètement) misé sur la stratégie qui lui semblait la plus à même de répondre à son obsession pour la relance économique, à savoir une stratégie du laisser-faire visant l'immunité collective, et ce quel qu'en soit le prix. Une étude publiée par la Faculté de santé publique de l'Université de São Paulo début 2021 va d'ailleurs dans ce sens, en soutenant que le gouvernement a sciemment adopté une « stratégie institutionnelle de propagation du coronavirus ». Il s'agirait donc d'un plan volontariste, délibéré, prémédité. Pour tirer cette conclusion, ses auteurs se sont appuyés sur les actes législatifs et réglementaires produits par le gouvernement, sur les nombreuses entraves posées par le pouvoir fédéral à la lutte contre la maladie menée par les entités fédérées et les municipalités et, enfin, sur les discours du président, dont le seul et unique but semble être de discréditer les autorités sanitaires et d'affaiblir l'adhésion de la population aux mesures sanitaires.

Bref, il est indéniable que Jair Bolsonaro a tenté d'instrumentaliser cette crise à des fins politiques. Mais cette stratégie, payante au début, s'est finalement retournée contre lui, à mesure que le Brésil rejoignait le peloton de tête des pays les plus touchés par la pandémie. À la fin de l'année 2021, on recensait déjà près de 620 000 décès des suites du Covid-19. Un chiffre sans doute sous-évalué. Accusé d'avoir sciemment aggravé la situation, le président d'extrême droite est très vite devenu la cible de critiques de plus en plus nombreuses et incisives, y compris dans son propre camp.

GI - Le revenu d'urgence qui a été mis en place pour aider les plus affectés par la crise est assez étonnant au regard de la politique menée par Jair Bolsonaro. Comment expliquer cette aide octroyée par le gouvernement brésilien ?

LD - Précisons d'abord de quoi l'on parle. L'aide en question – appelée Auxílio Emergencial – est une allocation de 600 reais (environ 90 euros) octroyée par l'État fédéral depuis avril 2020 aux travailleurs du secteur informel, aux familles les plus vulnérables, bénéficiaires de la Bolsa Família, et aux micro-entrepreneurs, et destinée à réduire l'impact économique de la crise sanitaire. Elle bénéficie à environ 68 millions de

personnes. Prévues au départ pour une période de trois mois, elles ont systématiquement été reconduites, quoique les montants versés ont diminué depuis et sont aujourd'hui distincts en fonction de la catégorie à laquelle appartient l'ayant droit (célibataire, mère isolée, etc.).

Reste que le gouvernement Bolsonaro n'est pas à l'origine de cette aide, calquée sur des mesures prises par d'autres gouvernements contrairement à ce que l'on croit. Son ministre de l'économie, Paulo Guedes, ultralibéral convaincu, défenseur de l'orthodoxie budgétaire, y était d'ailleurs farouchement opposé, avant d'en accepter le principe, du moins pour une durée et un montant limités. En réalité, c'est le pouvoir législatif (en l'occurrence ici le Congrès) qui est à l'origine de l'initiative sur proposition de l'opposition, de gauche principalement. Ironie du sort, celle-ci n'en tirera aucun bénéfice politique : les élections municipales d'octobre/novembre 2020 sont même un échec cuisant pour elle. C'est Bolsonaro qui, politiquement, en récoltera alors les fruits. On sait en effet que cette allocation a contribué à renforcer la popularité du président – du moins au cours de la première année de la pandémie –, en particulier dans les quartiers les plus pauvres où règnent la débrouille et l'informel. Dans de nombreux cas, cette allocation doublait les revenus du ménage.

GI – Il y a un an (en janvier 2021), Jair Bolsonaro déclarait : « Le Brésil est en faillite et je ne peux rien y faire ». Que peut-on dire de la situation économique du Brésil aujourd'hui ?

LD - Qu'un président en exercice fasse un tel aveu peut paraître curieux. Mais il s'agit ici encore de se dégager de toute responsabilité, en attribuant à la crise sanitaire (et à ceux qui ont fermé l'économie du pays) la responsabilité de cet échec. Quoiqu'en disent certaines projections optimistes portant sur l'après-crise, les perspectives économiques ne sont pas bonnes pour le Brésil. Le chômage est reparti à la hausse et a atteint son niveau le plus élevé depuis 2014, les déficits se creusent, la dette explose, l'inflation atteint de nouveaux sommets et les prévisions de croissance sont au plus bas (bien en dessous, en tout cas, de celles d'autres pays émergents ayant la même voilure que le Brésil), en dépit des politiques d'austérité, de privatisation, de flexibilisation et de déréglementation adoptées par le gouvernement Bolsonaro, de même que par son prédécesseur, Michel Temer.

Dans le même temps, la pauvreté n'a cessé de croître, les inégalités se sont renforcées et la faim – qui avait pratiquement été éradiquée sous les présidences de Lula et Dilma Rousseff – a fait son grand retour dans le pays. Une situation qui risque d'empirer avec la fin programmée des allocations d'urgence : on s'attend à un doublement du nombre de pauvres et d'extrêmement pauvres.

Sur le long terme, on observe aussi une tendance des plus alarmantes : la désindustrialisation progressive du pays, symbolisée l'année passée par l'annonce du départ de l'entreprise Ford – plusieurs milliers d'emplois perdus. Or, Ford n'est pas la

seule entreprise à quitter le pays. Le laboratoire pharmaceutique suisse Roche, la société allemande Mercedes-Benz et le Japonais Sony ont également annoncé leur retrait.

À une échelle plus macro, le Brésil est aujourd'hui le pays où les investissements directs étrangers ont le plus diminué parmi les principaux pays émergents dans le monde. Les investissements dans l'économie réelle (d'après une récente étude) seraient à leur niveau le plus bas depuis 53 ans. À cette dangereuse tendance à la désindustrialisation s'associe une autre tendance tout aussi préoccupante : celle de la reprimarisation de l'économie.

GI - Sa gestion de la crise est lourdement décriée au niveau international. Pourtant, à domicile, sa popularité est encore élevée. Comment expliquer ce phénomène. Bolsonaro a-t-il un espoir d'être réélu ?

LD – En réalité, son taux d'approbation n'a jamais été aussi bas depuis son investiture. En décembre 2021, à peine 19 % des Brésiliens approuvaient complètement son action, tandis que 53 % d'entre eux la désapprouvaient. En février, ces taux étaient respectivement de 28 % et 39 %. Une chute de popularité de 10 à 15 points donc. Mais qui n'est pas anormale pour un président en exercice. Ce qui étonne, c'est sa résilience. En dépit de la dégradation de la situation socio-économique, de sa gestion chaotique de la crise sanitaire, et de la multiplication des affaires et scandales dans lesquels lui et son clan familial sont impliqués, il peut encore compter sur une base électorale assez solide. Même si aujourd'hui, une majorité de Brésiliens est favorable à sa destitution, 20 % de l'électorat lui reste dévoué corps et âme. Il s'agit principalement de militants bolsonaristes de la première heure, policiers et militaires, propriétaires terriens, commerçants et petits entrepreneurs, chauffeurs routiers, évangéliques, etc... et complotistes de tout poil. Ce n'est pas rien dans un pays où le vote est très volatile.

Tous les sondages prédisent d'ailleurs qu'il affrontera Lula au second tour des prochaines élections présidentielles (octobre 2022). Certes avec respectivement 22 % et 44 % des intentions de vote, au premier tour, Bolsonaro a très peu de chance de l'emporter face à Lula, au second. Celui-ci va sans nul doute capter l'essentiel du vote populaire. Et peut-être aussi une partie du suffrage des classes moyennes blanches et des élites économiques, de moins en moins enclines à soutenir celui qu'elles ont contribué à propulser à la tête du pays, car de plus en plus déçues par sa gestion, horrifiées par ses frasques et inquiètes quant à l'avenir du pays. Mais l'appui qu'elles donneront à Lula sera un appui par défaut. Il ne sera pas gratuit. Il donnera lieu à d'importantes concessions. Le rapprochement récent entre Lula et Alckmin, vieil adversaire de l'ex-président de gauche et principal représentant des élites du Sud du pays, préfigure déjà ce grand marchandage.

Quoi qu'il en soit, Bolsonaro conservera une importante capacité de nuisance. La probable victoire de Lula ne signifiera pas la fin du bolsonarisme. Les conditions qui ont permis son ascension puis sa victoire sont toujours réunies. Les groupes qui ont l'ont soutenu sont toujours aussi puissants. Qui plus est, chez les Bolsonaro, où la politique

est affaire de famille, la relève est déjà assurée. On ne peut pas en dire autant de la gauche brésilienne. Obnubilée par le possible retour de Lula, elle ne semble pourtant pas trop s'en soucier. Au risque de revivre dans quelques années les mêmes déconvenues.

GI - De nombreuses demandes d'impeachment ont été déposées contre le président brésilien. Jair Bolsonaro ne semble pourtant pas vraiment inquieté. Comment expliquer qu'aucune de ces demandes n'ait encore abouti ?

LD - Jamais un président brésilien en exercice n'a fait l'objet d'autant de demandes d'impeachment : près de 140 depuis le début de son mandat. À côté de la gravité des faits qui lui sont reprochés (attaques contre la presse, gestion désastreuse de la pandémie, incitation à la haine contre les minorités, obstruction à la Justice, etc.), les raisons qui ont conduit à la destitution (2016) de Dilma Rousseff paraissent bien futiles : elle a été accusée de « crime de responsabilité » pour une manipulation comptable (une pratique largement répandue au sein des différents niveaux de pouvoir au Brésil).

Mais à la différence de Bolsonaro, Dilma Rousseff ne pouvait compter ni sur l'appui d'une majorité de parlementaires au Congrès ni sur la bienveillance du président de la Chambre des représentants qui, selon la Constitution, est le seul à pouvoir statuer sur la recevabilité des demandes d'impeachment et à enclencher la procédure. Au Brésil, avoir un homme digne de confiance à la tête du Parlement et gagner l'appui d'une majorité de parlementaires permettent donc d'échapper à toute procédure de destitution. Bolsonaro a obtenu les deux en manoeuvrant habilement.

Pour se garantir une assise parlementaire suffisamment large, il s'est ainsi rapproché de ce qu'on appelle au Brésil le Centrão : un groupe hétérogène de partis attrape-tout et sans idéologie qui sont au cœur de ce que l'on appelle le « physiologisme politique » dans le pays. C'est la principale force d'inertie de son système politique. S'apparentant à des entreprises politiques au service d'intérêts personnels, ces partis sont passés maîtres dans l'art de négocier leurs votes au gré des circonstances et des avantages qu'ils peuvent en retirer. Pour s'assurer leur fidélité, Bolsonaro – qui avait fait campagne au nom de la lutte contre la corruption - leur a tout simplement offert ce qu'ils réclamaient : la fin de l'enquête sur l'un des plus grands scandales de corruption qu'aient connus le pays, le Lava Jato (on y reviendra plus tard) et de l'argent. Selon la presse, le gouvernement aurait ainsi débloqué la somme de 3 milliards de reais (460 millions d'euros) en « recours extraordinaire » pour le financement de travaux et d'infrastructures dans les circonscriptions de 285 parlementaires favorables à l'exécutif ou susceptibles de l'être. Plus important encore, Bolsonaro a réussi à faire élire (le 3 février 2021) à la tête des deux chambres deux fidèles, Artur Lira et Rodrigo Pacheco, issus tous deux de formations qui se sont ralliées au pouvoir, éloignant ainsi le spectre de sa destitution.

GI - Comment expliquer que l'opération Lava Jato ait été enterrée ? Comment expliquer que Bolsonaro soit parvenu à passer entre les mailles du filet de cette enquête ?

LD - Bien que son clan fasse l'objet de toute une série d'enquêtes, Bolsonaro ne semble pas avoir été impliqué dans le scandale dit du Lava Jato – son nom en tout cas n'a jamais été cité. Il a d'ailleurs habilement usé de cette image de candidat « vertueux », bien décidé à en finir avec la corruption, pour obtenir le suffrage de la partie de la population épuisée par les affaires, et remporter finalement le deuxième tour des élections d'octobre 2018.

Des élections qu'il n'aurait d'ailleurs pas pu gagner sans le concours du principal maître d'œuvre de l'opération Lava Jato : le juge Sergio Moro. Faut-il le rappeler, ce dernier avait, quelques mois plus tôt, condamné Lula (candidat de la gauche, bête noire de la droite), l'empêchant de participer à l'élection présidentielle, alors qu'il était largement en tête dans les sondages. Échange de bons procédés, le populaire juge Moro a été propulsé au poste de ministre de la Justice par Bolsonaro.

Une belle carrière politique s'offrait alors à l'ex-juge, jusqu'à ce que le site d'informations indépendant fondé par le célèbre journaliste états-unien Glen Greenwald, The Intercept, divulgue des dizaines de lignes de conversations échangées par les membres de la task force (en charge de l'opération Lava Jato), sur la messagerie Telegram, qui confirment le caractère sélectif, partial et tendancieux des enquêtes, mettent en lumière l'empressement du juge à faire condamner au plus vite Lula, en dépit du manque de solidité des accusations portées contre lui et confortent ainsi la thèse d'une instrumentalisation politique du Lava Jato. Ces révélations ont fait l'effet d'une bombe. Critiqué depuis des années pour ses méthodes musclées et à la limite de la légalité, Sergio Moro va perdre toute légitimité. Et, avec lui, c'est toute l'opération qui sera remise en cause. Ce qui a été vendu, comme l'écrivait Gaspard Estrada dans le New York Times, comme l'une des plus grandes offensives anticorruption de l'histoire du Brésil est devenu l'un de ses plus grands scandales judiciaires.

On comprend que l'enterrement du Lava Jato par le Procureur général de la République (un proche de Bolsonaro) n'ait finalement suscité que peu de remous dans l'opinion publique. Au sein du Congrès, la nouvelle a été accueillie avec soulagement. Il faut dire que de très nombreux parlementaires étaient cités dans l'affaire. Pour Bolsonaro, enfin, elle tombait à point nommé. Cible de nombreuses demandes d'impeachment, la décision du Procureur général lui a permis de lever les derniers obstacles au rapprochement avec le Centrão, notoirement corrompu. Et d'annoncer en fanfaronnant que la task force avait accompli sa mission et qu'elle était devenue inutile puisque la corruption a été vaincue sous son mandat dans le pays.

Aujourd'hui, Moro tente tant bien que mal de se positionner dans l'espace politique. Se posant comme alternative à la fois au bolsonarisme et au lulisme, il vient de confirmer sa candidature en vue des prochaines élections présidentielles. Mais ayant perdu beaucoup de sa superbe, il ne décolle pas dans les sondages. Selon les plus récents, il n'obtiendrait que 8 à 9 % des votes au premier tour.

GI - On sait qu'actuellement de nombreux feux de forêt sont lancés par l'administration Bolsonaro en Amazonie dans le but de défricher les terrains en vue de les proposer à l'agriculture intensive. Quelle(s) stratégie(s) se cache(nt) derrière les actions du Président ?

LD - Le gouvernement Bolsonaro n'est pas directement à l'origine de ces feux. Mais, il les a indéniablement encouragés. Le parallèle peut ici être fait avec la gestion de la crise sanitaire. L'augmentation de la déforestation au Brésil ne doit pas être mise sur le compte de la « négligence » ou de l' « irresponsabilité ». Elle est le résultat d'une politique délibérée. D'une stratégie planifiée visant à lever toute entrave à l'exploitation des ressources en Amazonie et ailleurs.

Toutes les mesures adoptées par ce gouvernement ont en effet visé à lever ces entraves Réduction des budgets destinés à la protection de l'environnement, démantèlement des organismes de contrôle ou suppression de leurs moyens d'action (pouvoir de sanction et d'amende), dépôts de projets de loi visant à ouvrir des zones protégées à l'exploitation minière, suspension du processus de démarcation des terres indigènes, politique du laisser-faire et de tolérance vis-à-vis des défricheurs illégaux..... Sur une vidéo diffusée sur Internet (et par la presse) qui montre les discussions au sein d'une réunion ministérielle tenue en avril 2020, on voit ainsi le Ministre de l'environnement, Ricardo Salles (remplacé en juin 2021), expliquer à ses collègues qu'il faut profiter du fait que les médias soient concentrés sur l'épidémie pour faire passer des réformes destinées à assouplir les réglementations environnementales.

Il faut bien comprendre que la sensibilité environnementale de ces gens est proche de zéro. Ils sont l'expression ultime d'une mentalité prédatrice héritière de la colonisation. Ils sont les dépositaires d'une représentation anachronique du développement qui remonte aux années 1960-70, lorsque les militaires alors au pouvoir ont entrepris la « conquête » de l'Amazonie. Les considérations écologiques n'ont pas lieu d'être dans cette vision figée dans le passé. Seuls priment le développement économique et le souci d'accroître la participation de l'Amazonie au PIB national. S'y ajoutent aussi des considérations géostratégiques. Les militaires, alliés de Bolsonaro, ont toujours pensé qu'occuper (ou exploiter) l'Amazonie constituait un rempart à toute tentative d'internationalisation de la région.

Certes, soumis à la pression internationale, le Brésil s'est engagé à la Cop26 à éliminer la déforestation illégale avant 2028. Mais cet engagement me paraît être un engagement « pra Inglês ver », comme on dit là-bas, « en faire accroire aux Anglais ». Autrement dit, jeter de la poudre aux yeux. Faire bonne figure à l'extérieur tout en cautionnant en interne de vieilles pratiques. Rappelons que pour la troisième année consécutive, la déforestation a atteint ses niveaux les plus élevés en quinze ans.

GI - En quoi l'industrie européenne est-elle finalement reliée à cette déforestation en Amazonie ?

LD - L'UE est un des principaux responsables (avec la Chine) de ce qu'on appelle la déforestation importée (c'est-à-dire une déforestation alimentée principalement par les échanges internationaux). Ces dernières années, en effet, la demande croissante en viande ou en soja des Européens a contribué à accélérer la déforestation. Pour en revenir aux feux de forêt, ceux-ci sont majoritairement le fait d'éleveurs de bétails ou de producteurs de soja qui entendent bien répondre à l'augmentation de la demande et profiter bien sûr de la hausse des prix qui en découle.

Or, précisément parce qu'il prévoit une réduction ou une suppression des droits de douane, l'accord signé entre le Mercosur et l'UE risque de renforcer cette tendance ; et d'aggraver les impacts environnementaux liés aux échanges internationaux : déforestation, accroissement du périmètre de l'agriculture intensive, usage massif d'intrants chimiques et, bien sûr, hausse des émissions de gaz à effet de serre.

L'accord UE-Mercosur risque aussi d'entraîner une hausse des conflits fonciers dans le pays.

Selon la Commission pastorale de la terre, ceux-ci ont doublé en dix ans, au Brésil, avec leur cortège de conséquences sur le plan des droits humains. Entre 1985 et 2019, 1973 personnes ont perdu la vie dans ces conflits en milieu rural. Soit un décès par semaine. Aucune suite judiciaire n'a été donnée à près de 70 % de ces homicides.

GI - Les nombreuses exactions commises envers les populations autochtones, la communauté transgenre ... posent la question de la démocratie au Brésil. Qu'en est-il ?

LD - Sur le plan des droits humains, le tableau est des plus inquiétants en effet, comme l'indique le Baromètre d'alerte sur la situation des droits humains au Brésil. Selon cet instrument de veille, créé à l'initiative d'organisations des sociétés civiles brésilienne et française, les cas d'invasion de territoires autochtones ont augmenté de 135 % ; les actes de violence contre les autochtones ont été deux fois plus élevés en 2019 qu'en 2018 ; les invasions des territoires des communautés paysannes traditionnelles, des quilombolas et des peuples autochtones ont augmenté de 1880 % entre 2019 et 2020. Et le Brésil est devenu l'un des pays les plus meurtriers pour les activistes environnementaux.

D'autres groupes ont également vu leur situation se détériorer. Ainsi, le nombre de personnes tuées par la police a augmenté de 6 % entre le premier semestre 2019 et le premier semestre 2020 : 79,1 % de ces victimes étaient noires. Les féminicides et les assassinats de personnes transgenres connaissent eux aussi une forte hausse. De 7,1 % pour les premiers par rapport à 2019 et de près de 47 % pour les secondes dans les dix premiers mois de l'année 2020 : 175 personnes transgenres ont ainsi été assassinées en 2020, ce qui en fait l'année la plus meurtrière pour cette communauté.

On relève enfin une croissance exponentielle des attaques contre les symboles de la culture afro-brésilienne. On pourrait continuer cette liste macabre.... Ce qu'elle donne à voir, c'est une détérioration dramatique de la situation des droits humains au Brésil

depuis l'investiture de Bolsonaro. Elle est le résultat des discours de haine contre les minorités diffusés à une échelle inédite par le président et ses alliés - ruralistes (grands propriétaires terriens), militaires et policiers, évangéliques.

GI - De plus en plus décrié au niveau international, le Brésil se retrouve isolé. Quelle position occupe-t-il aujourd'hui sur la scène mondiale ?

LD- La position que le Brésil occupe sur la scène internationale n'est plus très enviable. Sous les présidences de F. H. Cardoso (1994-2001), puis, surtout, celles de Lula et de Dilma (2002-2016), le pays avait réussi à s'imposer sur la scène mondiale comme un acteur reconnu et respecté, pouvant prétendre aux plus grandes responsabilités internationales. On saluait alors ce nouveau « softpower », sa contribution à la construction d'un ordre multipolaire et ses engagements en faveur du multilatéralisme (suivant en cela un principe cardinal de la tradition diplomatique brésilienne).

Depuis le début de sa présidence, Bolsonaro a dilapidé ce capital diplomatique en rompant avec la tradition de multilatéralisme de la diplomatie brésilienne, en s'alignant aveuglément sur la politique étrangère des États-Unis de Trump, quitte à conclure avec eux des accords désavantageux pour le pays (sans être payé en retour), en reniant ses engagements (en matière de luttes contre la déforestation et contre le changement climatique), en attaquant frontalement la Chine (premier partenaire commercial du pays) et d'autres pays (telle la France) avec lesquels le Brésil a toujours entretenu des relations cordiales ; et en votant des motions liberticides aux Nations unies aux côtés de pays comme l'Arabie saoudite.

Mais ce sont surtout les incendies de forêt, puis la gestion de la crise sanitaire, qui ont jeté le discrédit sur le pays. L'image qui lui colle désormais à la peau est celle de paria international. Son ministre des affaires étrangères, Araújo, écarté fin mars 2021, était régulièrement raillé par les diplomates internationaux. Et les candidatures du Brésil dans diverses institutions internationales étaient purement et simplement ignorées. De fait, le Brésil est de plus en plus isolé sur la scène mondiale, et risque de l'être davantage depuis la défaite de Trump (son principal allié). Avant même son investiture, Joe Biden avait menacé le Brésil de conséquences économiques significatives en cas de poursuite de la déforestation. En tout point ce gouvernement aura des conséquences désastreuses pour ce pays. Il lui faudra des années pour se reconstruire une légitimité internationale.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cet article demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux du CETRI.



Centre tricontinental - CETRI

av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cetri@cetri.be - www.cetri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES



Le Brabant wallon